



Madame la Ministre,

Nous n'irons pas demain mardi 14 janvier 2019 vous écouter à votre journée de lancement du plan de formation des travailleurs sociaux !

"Plan destiné à soutenir et à accompagner les travailleurs sociaux dans la mise en œuvre des évolutions portées par la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté et notamment la logique de parcours.

... mise en synergie des acteurs des territoires, « choc de participation » au profit des personnes accompagnées, rapprochement des politiques d'insertion sociale et professionnelle, renforcement des pratiques d'accompagnement et de soutien au parcours"

Votre plan est une attaque à l'exercice de nos métiers.

Le problème ne relève pas de la formation des travailleurs sociaux mais vient des pouvoirs publics quant à la stigmatisation des exclus et des plus précaires d'entre nous, « responsables » d'après vous, de l'état dans lequel ils se trouvent. Le gouvernement auquel vous appartenez réfléchit ses politiques sociales dans une logique purement comptable et technocratique bien loin de l'intérêt des populations. Votre « société –dite- inclusive » concernant les personnes en situation de handicap, laisse certains sur le bord du chemin faute d'alternative. Cela devient insoutenable de nous faire porter la responsabilité de vos échecs, à nous, professionnels et aux personnes que nous accompagnons.

Nous sommes aujourd'hui les seuls garants de l'intérêt des plus faibles, nous écoutons sans relâche leur souffrance, malgré les réductions de postes dans vos économies d'échelle.

Vous venez de réformer nos diplômes alors que pendant plus de 5 ans, l'ensemble du travail social a manifesté, demandé audience pour expliquer que l'urgence et le problème n'étaient pas dans nos formations mais dans la perte de sens de notre travail, les dégradations des conditions d'exercice, l'absence de solutions réellement bien-traitantes concernant les personnes accompagnées, les suppressions de postes et l'abandon des territoires affaiblissant le lien social, et enfin dans la non- considération de toutes ces familles, enfants vivant dans la rue ou retenues en rétention dans des conditions indignes

En plein mouvement social où votre réforme des retraites pour laquelle nous demandons son abandon va encore dégrader les conditions de vie de l'ensemble de la population et surtout des plus précaires, nous ne viendrons pas vous entendre continuer de déconsidérer les professionnels du travail social ! Nous réclamons d'urgence les moyens humains et budgétaires nécessaires à l'exercice de nos métiers